

# Les nouveaux défis stratégiques en Asie

*Journée d'étude du jeudi 9 octobre 2014*

Avec le soutien de

**AIRBUS**  
GROUP

Édité et diffusé par la Fondation pour la Recherche Stratégique  
4 bis rue des Pâtures – 75016 PARIS

ISSN : 2109-375X

# SOMMAIRE

<b>Introduction</b>	
<b>Christian Lechervy, Ambassadeur, Secrétaire permanent pour le Pacifique.....</b>	<b>5</b>
<b>Une contribution plus importante du Japon pour la paix, la sécurité et la stabilité en Asie</b>	
<b>Katsuro Kitagawa, Directeur du département de sécurité nationale du ministère des Affaires étrangères du Japon .....</b>	<b>7</b>
<b>Les avancées maritimes de la Chine</b>	
<b>Valérie Niquet, Maître de recherche, Fondation pour la recherche stratégique .....</b>	<b>9</b>
<b>La stratégie asiatique de la Russie (Chine-Japon-Corée) et le facteur de la crise ukrainienne</b>	
<b>Isabelle Facon, Maître de recherche, Fondation pour la recherche stratégique .....</b>	<b>11</b>
<b>Les nouveaux défis nucléaires en Asie</b>	
<b>Bruno Tertrais, Maître de recherche, Fondation pour la recherche stratégique .....</b>	<b>13</b>
<b>La stratégie extérieure de l'Inde sous Modi</b>	
<b>Gilles Boquérat, Chercheur associé, Fondation pour la recherche stratégique .....</b>	<b>15</b>
<b>Conclusion</b>	
<b>Yves Boyer, Directeur adjoint, Fondation pour la recherche stratégique.....</b>	<b>17</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>19</b>
<b>Contribution écrite de Valérie Niquet.....</b>	<b>19</b>
<b>Contribution écrite de Gilles Boquérat .....</b>	<b>22</b>



## **Introduction**

### **Christian Lechervy, Ambassadeur, Secrétaire permanent pour le Pacifique**

---

Bien qu'elle n'apparaisse pas comme une zone d'enjeux ou de tensions stratégiques prioritaires, l'Asie pose des défis importants.

Tous les états de l'Asie-Pacifique sont confrontés au départ de « djihadistes » partis au Levant, le modèle de construction de l'état laïque s'affaiblit dans toute la région (restauration de la sharia à Brunei, Islam religion d'État au Bangladesh) et la religiosité réaffirmée dans le monde bouddhiste construit un certain nombre d'affrontements possibles (entre bouddhistes, chrétiens et musulmans, mais aussi entre chiites et sunnites).

Ces événements renforcent les coopérations dans le domaine du renseignement, et impliquent un besoin de redynamisation des outils régionaux créés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les Européens doivent se montrer extrêmement attentifs aux enjeux des défis stratégiques de l'Asie car tout le bloc indo-pacifique évolue en fonction des engagements de l'Occident. Dans ce contexte français et européen, la France doit consolider son insertion dans ce bloc : pour des raisons historiques et politico-militaire anciennes, les Français ne peuvent pas échapper à cet intérêt.

Les enjeux pour 2015 sont les suivants :

- ✓ Etre actif dans les enceintes régionales,
- ✓ Etre attentif aux lieux de mémoire (2015, 70<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale),
- ✓ Etre plus volontariste pour poursuivre (voire achever) les négociations d'accords de libre-échange,
- ✓ Suivre l'avancement de la mise sur pied d'une diplomatie de défense japonaise,
- ✓ Scruter l'action orientale de la Russie,
- ✓ Suivre les processus de transitions post-électorales.



## **Une contribution plus importante du Japon pour la paix, la sécurité et la stabilité en Asie**

**Katsuro Kitagawa, Directeur du département de sécurité nationale du ministère des Affaires étrangères du Japon**

---

En Asie de l'Est, l'environnement sécuritaire est tendu. Le Japon est entouré de trois pays disposant de l'arme nucléaire : la Russie, la Corée du Nord et la Chine.

Une première question régionale renvoie à la situation en mer de Chine méridionale ; c'est une zone sensible, directement liée à la paix et à la stabilité dans la région Asie-Pacifique. Dans cette perspective, le Premier ministre japonais Abe a proposé « les Trois Principes de l'Etat de Droit en mer » :

- ✓ Les Etats établiront et clarifieront leurs revendications sur la base du droit international.
- ✓ Les Etats ne recourront pas à la force ou à la coercition pour tenter de faire avancer leurs revendications.
- ✓ Les Etats chercheront à régler leurs conflits par des moyens pacifiques.

Une seconde question régionale est celle de la mer de Chine orientale et des îles Senkaku. L'intrusion dans la mer territoriale du Japon par des navires continentaux chinois a débuté en 2008, suite au transfert de propriété privée des trois îles à l'Etat japonais. Malgré quelques signes d'amélioration des relations sino-japonaises, les tensions sont toujours importantes : la Chine a créé une Zone de Défense Aérienne d'Identification en mer de Chine orientale (ADIZ) et des avions de combat chinois ont survolé des avions militaires japonais en mai-juin 2014. Pour éviter tout accident, le Japon s'engage à garder un dialogue ouvert avec la Chine, à faire preuve d'un maximum de retenue et souhaite établir une communication entre les institutions japonaises et chinoises.

En ce qui concerne la politique de sécurité du Japon, le Premier ministre en appelle à une « Contribution Proactive à la Paix » basée sur le principe d'une coopération internationale et rappelle l'orientation pacifiste du Japon. Dans ce sens, la décision du Conseil des ministres du 1<sup>er</sup> juillet 2014 autorise l'usage de la force en cas d'autodéfense individuelle ou collective, lorsqu'il n'existe pas d'autre moyen approprié valable et limite l'usage de cette force au minimum requis. De plus, elle permet davantage de contributions aux activités de coopération

internationale pour la paix, notamment les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et le soutien logistique à des armées étrangères. Cette décision a soulevé trois critiques selon lesquelles le Japon deviendrait une nation militariste et menacerait la région, la politique du Japon ne serait pas soutenue par les pays asiatiques et il n'y aurait pas eu de transparence dans la prise de décision. Ces critiques ne sont pas fondées dans la mesure où l'orientation du Japon est toujours pacifiste selon le Premier ministre, où dix-neuf pays l'ont soutenu (dont 9 pays asiatiques) et où il y a eu plus de sept années de discussion par le Panel des Experts et des débats animés à la Diète avant de prendre cette décision.

## **Les avancées maritimes de la Chine**

**Valérie Niquet, Maître de recherche, Fondation pour la recherche stratégique\***

---

On assiste depuis 15 ans à une augmentation de la présence maritime de la Chine, première puissance commerciale et première importatrice de pétrole. Ce renforcement accompagne l'élargissement de ses intérêts, très liés à la mer, ainsi : « Faire de la Chine une puissance maritime » était le titre d'un article publié dans le *Quotidien de l'armée* en décembre 2012.

Le développement des capacités navales de la Chine lui permet de renforcer la crédibilité de son positionnement en mer : ses ambitions s'étendent désormais au-delà de la zone de la mer de Chine et du Pacifique ouest. Depuis 2008, la Chine maintient au large des côtes de la Somalie deux bâtiments qui participent à la lutte contre la piraterie. Elle a ainsi pu mobiliser des capacités navales pour prendre en compte l'évacuation de ses 30 000 ressortissants libyens en 2011.

En raison du renforcement de ses capacités navales, les tensions en mer de Chine depuis la fin des années 2000 se sont renforcées. Pékin a toujours refusé de préciser la nature de ses revendications dans cette zone, et rejette le concept de tout arbitrage international.

La mer de Chine est aussi devenue une zone de test de la réalité de l'engagement des Américains en Asie. Elle permet à la Chine, dont l'objectif premier est de peser sur la prise de décision des puissances environnantes, de faire monter les enchères face à Washington.

Le manque de transparence sur les objectifs à terme d'un régime qui fait preuve d'une tendance préoccupante au repli sur soi suscite et renforce les inquiétudes de l'ensemble des voisins de Pékin.

---

\* Contribution écrite en annexe.



## **La stratégie asiatique de la Russie (Chine-Japon-Corée) et le facteur de la crise ukrainienne**

**Isabelle Facon, Maître de recherche, Fondation pour la  
recherche stratégique**

---

Si pendant longtemps la Russie était assez marginalisée en Asie, le rééquilibrage de sa diplomatie vers cette région n'est pas une nouveauté engendrée par la crise ukrainienne. Il remonte au milieu des années 2000 avec notamment le développement de relations bilatérales avec des pays asiatiques, la participation croissante dans des organisations multilatérales régionales et symboliquement le sommet 2012 de la Coopération Economique Asie-Pacifique (APEC) qui s'est tenu à Vladivostok. Economiquement, Moscou a pour objectif de réaliser d'ici à 2020 environ 50 % de ses échanges commerciaux avec l'Asie, alors qu'aujourd'hui ils sont de l'ordre de 20 %. On note certains frémissements avec la Chine, qui devient en 2010 son premier partenaire commercial, le doublement du commerce avec le Japon entre 2005 et 2010 et le triplement avec la Corée. Militairement, on compte davantage d'exercices russes dans la région.

Avant la crise ukrainienne, la Russie a opéré ce rééquilibrage pour ne pas renforcer sa marginalité dans un contexte de pivot des Etats-Unis vers cette région et d'une montée en puissance de la Chine. De même, face au dépeuplement des régions extrême-orientales, elle souhaite accompagner et encadrer les investissements chinois de peur de perdre le contrôle et, à terme, une partie de sa souveraineté au profit de la Chine.

La crise ukrainienne a confirmé la détérioration des relations de la Russie avec les pays occidentaux. Pour elle, il ne s'agit pas de quitter économiquement l'Europe mais plutôt de chercher des compléments en Asie. C'est par exemple le cas du contrat gazier conclu avec la Chine cette année (mai 2014).

La crise ukrainienne pourrait compliquer les efforts de la Russie qui cherche d'autres partenaires pour relativiser le poids prédominant de sa relation avec la Chine dans sa politique asiatique : alors que l'Inde prend le parti de Moscou par rapport à l'Ukraine, le Japon et la Corée subissent des pressions diplomatiques des Etats-Unis pour isoler la Russie.



## **Les nouveaux défis nucléaires en Asie**

**Bruno Tertrais, Maître de recherche, Fondation pour la recherche stratégique**

---

Un nationalisme nucléaire asiatique est à l'origine de l'importance symbolique accordée aux armes nucléaires pour les quatre Etats qui les détiennent (Chine, Inde, Corée du Nord et Pakistan) par rapport aux pays occidentaux. Il existe ainsi une ligne de séparation entre l'ancien monde nucléaire occidental (la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis) et le nouveau monde nucléaire asiatique, dont les arsenaux sont en expansion. Contrairement aux craintes du début en Occident, tous les pays asiatiques (y compris la Corée du Nord) souscrivent à des doctrines de dissuasion. Notons aussi que sur ces quatre Etats asiatiques, seule la Chine a signé le Traité de Non-Prolifération.

Quatre évolutions récentes caractérisent les nouveaux défis nucléaires en Asie :

- ✓ Une poursuite de la croissance du complexe nucléaire dans toute la région,
- ✓ Une réaffirmation très forte de la garantie nucléaire américaine vis-à-vis de la Corée du Sud et du Japon (un dialogue s'est établi entre les Etats-Unis et le Japon d'une part, et les Etats-Unis et la Corée du Sud d'autre part, lié à l'évolution de la politique nucléaire nord-coréenne et aux inquiétudes vis-à-vis des évolutions de la politique chinoise).
- ✓ Une diversification des arsenaux et des complexes nucléaires dans trois domaines : les filières de production, la maritimisation et les arsenaux de courte portée.
- ✓ L'accès du nucléaire asiatique à la mer. S'agit-il d'une capacité symbolique ou d'une véritable composante opérationnelle ?

En bref, arsenaux de théâtre et « maritimisation » sont porteurs d'évolutions importantes, ce qui pose des questions nouvelles.

Concernant la politique nucléaire indienne, on peut s'interroger sur l'évolution du dialogue entre politiques et militaires sur la gestion des forces nucléaires. Comment peuvent-ils garantir le maintien d'un contrôle centralisé ? Peut-on encore séparer les têtes nucléaires des missiles, alors que les arsenaux ne peuvent être crédibles que lorsque la menace est rapide ? Enfin, le maintien d'un contrôle centralisé est-il envisageable ?

La Corée du Nord représente un objet d'inquiétude particulièrement important, puisqu'elle est, parmi les quatre puissances nucléaires asiatiques, celle qui aurait le moins de réticences et d'inhibitions à recourir à l'arme nucléaire si elle estimait cela nécessaire. De plus, que fera la Corée du Nord de son uranium hautement enrichi quand elle en aura moins besoin ? Saura-t-elle résister à la tentation de l'exportation ?

Le Pakistan et l'Inde développent leurs capacités à courtes portées. Avec cette nouvelle donne, comment va se dérouler le jeu indo-pakistanaï ?

## La stratégie extérieure de l'Inde sous Modi

Gilles Boquérat, Chercheur associé, Fondation pour la recherche stratégique\*

---

Narendra Modi, chef du Bharatiya Janatha Party (BJP), a été élu à la tête de l'Inde fin mai 2014 et dispose d'une solide majorité au Parlement pour mener à bien ses politiques. Précédemment chef du gouvernement de l'Etat fédéral du Gujarat, il ne dispose pas d'une grande expérience dans les affaires internationales et entend fonder sa politique extérieure sur deux éléments : ses quelques déplacements à l'étranger (principalement en Israël, au Japon, à Singapour et surtout en Chine) et sa volonté de se dégager de l'héritage nehruvien en se rapprochant de la figure politique de fermeté vis-à-vis de la Chine de Sardar Patel. Il est le premier Premier ministre né après l'indépendance du pays en 1947 et n'entretient donc pas de relation affective directe avec le Pakistan.

Dans ses déplacements officiels, on note un net tropisme asiatique. Il s'est tout d'abord rendu au Bhoutan et au Népal – c'est là un moyen d'affirmer la présence indienne dans ces pays par rapport à la Chine. Il affiche une volonté de revigorer la *Look East Policy* initiée en 1992 et de l'appeler maintenant la *High East Policy*. De plus, Modi s'est rendu au Japon en août 2014 et a mis en place un partenariat stratégique spécial avec celui-ci, c'est un énorme succès.

D'un autre côté, les relations Inde-Chine sont tendues au niveau militaire avec notamment près de 350 incursions chinoises sur la frontière avec l'Inde depuis le début de l'année. Si les risques d'escalade sont possibles, il ne faut pas pour autant oublier que la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Inde sur une courte période.

En ce qui concerne l'Occident, une idée répandue en Inde est que le monde occidental et les Etats-Unis perdent de leur influence sur les affaires internationales. Néanmoins, Modi s'est rendu à Washington lors de l'Assemblée générale des Nations Unies avec l'idée de revitaliser une relation déclinante.

En conclusion, la politique extérieure de Modi entend suivre deux grandes orientations. D'une part, il veut développer l'Inde pour qu'elle devienne une puissance économique globale majeure. D'autre part, il souhaite mettre l'accent sur la défense du territoire indien avant de penser à toute projection au-delà de ses frontières.

---

\* Contribution écrite en annexe.



## **Conclusion**

**Yves Boyer, Directeur adjoint, Fondation  
pour la recherche stratégique**

---

Au-delà des enjeux contemporains, il conviendrait de réfléchir à l'évolution géopolitique à long terme de la région Asie-Pacifique. Trois hypothèses peuvent être évoquées à titre prospectif :

- ✓ Dans les domaines économiques et financiers, l'Occident (les Etats-Unis endettés à hauteur de 17 milliards de dollars, le dollar maintenu sous perfusion, l'Union européenne engluée dans d'énormes problèmes financiers et économiques) fait face à une Asie qui connaît un développement économique et financier fulgurant, avec des projets gigantesques (la Chine veut par exemple créer une « nouvelle route de la soie » qui partirait de Xian et irait jusqu'à Hambourg et Saint-Pétersbourg. Si ce projet voit le jour, un « troisième monde » pourrait apparaître : la réunion de l'Asie et de l'Europe). Quelles conséquences pour la place de l'Europe dans ce séisme ?
- ✓ Comment les pays émergents, notamment les grands pays asiatiques, vont-ils modifier les structures internationales et peser sur les équilibres géostratégiques (les BRICS ont créé l'embryon d'un système monétaire et financier qui viendrait concurrencer le FMI et la Banque mondiale où les Occidentaux demeurent prépondérants) ?
- ✓ Le pivot américain : vu de Washington, il comporte deux pinces, l'une maritime, et l'autre continentale. La « pince terrestre » se retrouve dans l'élargissement de l'OTAN à travers la multiplication des partenariats. Ce mouvement peut être perçu par les membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai comme « agressif ». Une telle dynamique pourrait aboutir, à l'instar, de ce qui a préludé à la guerre de 1914 avec la mise en place de la Triple Entente et de la Triplice. Comment les Européens pourraient-ils peser sur le cours des choses pour ne pas arriver à un tel scénario ?



## Annexes

---

### Contribution écrite de Valérie Niquet

Tensions en mer de Chine et montée de la puissance navale chinoise

Depuis la fin des années 1990, la présence maritime de la Chine s'est considérablement renforcée, accompagnant l'élargissement des intérêts de la deuxième puissance économique mondiale, première puissance commerciale et première importatrice de pétrole devant les Etats-Unis.

Par ailleurs dans l'Océan indien, depuis 2008 la Chine maintient sur zone au large des côtes de la Somalie, deux bâtiments dans une mission de lutte contre la piraterie. Toujours dans l'Océan indien, un sous-marin nucléaire d'attaque (Shang) a patrouillé pour la première fois pendant deux mois, entre février 2013 et février 2014

La Chine a également mobilisé – modestement – ces mêmes capacités navales pour prendre en charge une partie de l'évacuation de ses 30 000 ressortissants de Lybie en 2011.

Dans le même temps, on constate une évolution du discours et des priorités. C'est le titre d'un article publié dans le *Quotidien de l'armée* en décembre 2012 : « Faire de la Chine une puissance maritime ». La Marine chinoise est aujourd'hui pour des raisons de prestige, d'affirmation de puissance, un élément essentiel du développement des capacités globales de l'APL.

La répartition budgétaire par armes est difficile à établir, mais la PLAN, indéniablement, fait partie des armes qui ont bénéficié d'une augmentation du budget de la défense qui s'élève aujourd'hui à 132 milliards de dollars (+12,5 %).

En la matière il y a des éléments symboliquement forts comme le porte-avion Liaoning qui a intégré la Flotte en 2012, et dont la première mission a été en 2013, en mer de Chine du sud ; mais un porte-avion dont les capacités opérationnelles restent très limitées, même si l'on parle de la mise en chantier de plusieurs porte-avions « chinois » éventuellement dotés d'une catapulte dans les prochaines années.

Autre élément à relativiser : les fameux « colliers de perles » points d'appuis à la puissance et à la Marine chinoise dans l'Océan indien et pourquoi pas jusqu'en Grèce avec les intérêts pris dans le port du Pirée.

Dernier bémol, en ce qui concerne les sous-marins : on parle d'une première mission pour le sous-marin nucléaire lanceur d'engins Jin, équipé de missiles JL 2, la Chine disposerait alors pour la première fois d'une capacité de dissuasion – et donc d'interdiction – sous-marine (3 Jin). Là encore beaucoup d'interrogations sur le caractère véritablement opérationnel de cette capacité, annoncée depuis de nombreuses années mais jusqu'alors non effective.

En revanche, il y a des éléments plus réels.

Les capacités de la PLAN se sont considérablement renforcées depuis une dizaine d'années et plus encore, les capacités à produire rapidement des séries importantes de bâtiments plus modernes comme les destroyers Lu Yang, bâtiments multifonctions, porte-hélicoptère derniers de la série des T052, dotés d'une capacité de défense antiaérienne élargie et de systèmes de reconnaissances et de frappe de précision à longue distance.

La Chine dispose aujourd'hui d'une vingtaine de destroyers et d'une trentaine de frégates (Jiangkai) dites « modernes ». Elle produit rapidement également des corvettes, les Jiangdao (10 produits et une trentaine en construction), de 1 500 tonnes, parfaitement adaptés au contrôle de la ZEE revendiquée par Pékin et qui couvre la quasi-totalité de la mer de Chine orientale.

Enfin, il y a évidemment les sous-marins, une flotte très modernisée (plus de 70 % modernes), le plus moderne en matière de sous-marins conventionnels étant le Yuan. La Chine en possède 8, sur un total d'une soixantaine de sous-marins modernes. La Chine a également repris, après dix ans d'interruption, son programme de construction de sous-marins nucléaire d'attaque (SNA), les Shang (deux). Plus fiables semble-t-il que les Han.

Il faut noter enfin, et c'est un élément essentiel pour la perception des menaces en Asie, la montée en puissance des capacités civiles de surveillance maritimes, les garde-côtes, récemment unifiés sous l'autorité de l'Agence de surveillance océanographique, en liaison avec l'APL. Ces unités sont directement impliquées – avec des bâtiments de pêche – dans les incidents qui ont lieu très régulièrement dans la zone. On parle d'environ 370 bâtiments dont plusieurs destroyers décommissionnés de l'APL et un nouveau bâtiment de plus de 10 000 tonnes qui devrait prochainement entrer en service.

Mais si le développement de ces capacités – en proportion avec la montée en puissance de la Chine et de ses intérêts peut se comprendre, elle suscite aussi un trouble grandissant en Asie.

Depuis la fin des années 2000, les tensions en mer de Chine se sont considérablement renforcées autour des ambitions maritimes et du développement des capacités navales de la Chine. La RPC – qui se fonde sur des « droits historiques » - est la seule à étendre ses revendications à la quasi-totalité de la mer de Chine, à l'intérieur d'une « ligne en neuf points » dont l'extrémité sud s'avance vers les eaux territoriales indonésiennes.

Dans le même temps, Pékin a toujours refusé de préciser la nature de ses revendications en traçant une délimitation territoriale claire. La Chine rejette par ailleurs toute arbitration internationale alors que les Philippines ont déposé plainte devant le tribunal international de La Haye au mois de mai 2014.

En ce qui concerne la mer de Chine orientale, c'est en 2012 que le gouvernement chinois a publié un *Livre blanc* intitulé « Diaoyudao : An Inherent Territory of China ». Ce document

avait comme principal objectif de conforter les revendications chinoises alors que, 10 ans après la fondation de la RPC, un Atlas officiel précisait que les Senkaku – sous leur nom japonais – appartenaient au Japon.

La Chine a également déclaré son intention de revendiquer l'extension de sa zone économique exclusive à la totalité du plateau continental jusqu'aux confins des eaux territoriales japonaises.

Plus préoccupants, les revendications maritimes de la RPC sont aujourd'hui présentées comme « non-négociables », assimilées depuis 2009 aux « intérêts fondamentaux » au même titre que Taïwan, la question du Tibet ou le Xinjiang.

Dans ce contexte, depuis le milieu des années 2000, les incidents n'ont jamais cessés en mer de Chine. Récemment, la RPC a adopté une attitude plus « proactive » et les actions se sont aggravées face aux Philippines, au Vietnam, au Japon mais aussi face à la Malaisie et à l'Indonésie qui n'est pourtant pas officiellement impliquée dans le conflit, avec notamment le contrôle des pêcheurs, la multiplication des patrouilles...

En mer de Chine orientale, les gesticulations navales au large des Senkaku se sont également multipliées, et la RPC a proclamé une zone de surveillance aérienne renforcée (ADIZ) couvrant l'ensemble de la mer de Chine orientale. Les risques d'incidents graves se sont donc renforcés sur la mer et dans les airs.

Cette stratégie de la tension, qui affecte aujourd'hui la mer de Chine, a comme premier objectif de peser sur la prise de décision des puissances environnantes et de tenter d'enfoncer un coin – en faisant monter les enchères de sécurité – entre les Etats-Unis et leurs alliés et notamment entre Tokyo et Washington.

Par ailleurs, alors que la question de Taïwan, depuis l'élection de KMT en 2008, occupe une position secondaire, la mer de Chine est devenue une nouvelle zone de « test » de la réalité de l'engagement américain en Asie. La Chine ambitionne de mettre en place en mer de Chine une zone d'interdiction et se dote des moyens sur mer mais pas uniquement de faire monter les enchères face à Washington et – dans l'éventualité d'un conflit – de ralentir un engagement américain dans la zone.

Pour Pékin, la menace principale – pour reprendre une terminologie maoïste – vient de Washington et de la stratégie du rééquilibrage vers l'Asie énoncée par l'Administration Obama dès la fin des années 2000. C'est à cette grille qu'il faut décrypter les ambitions maritimes de la Chine en Asie.

Cette stratégie vient en effet contrarier directement les objectifs de Pékin sur mer, en mer de Chine comme nous l'avons vu mais aussi dans l'Océan indien avec le concept de théâtre indo-pacifique auquel il est parfois fait référence.

Au-delà, c'est bien le manque de transparence sur les objectifs à terme d'un régime qui fait preuve d'une tendance préoccupante au repli sur soi qui suscite et renforce les inquiétudes de l'ensemble des voisins de Pékin.

## **Contribution écrite de Gilles Boquérat**

Quelques mois après l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi en mai 2014, il s'agit ici de faire un premier bilan de l'action du nouveau gouvernement indien dans la conduite de la politique extérieure, et plus exactement de celle d'un Premier ministre qui est naturellement porté vers un exercice solitaire du pouvoir. Le fait que le parti de Narendra Modi dispose d'une confortable majorité à la Lok Sabha après avoir mené une campagne électorale centrée sur sa personne lui laisse les coudées franches là où son prédécesseur, Manmohan Singh avait dû composer avec les alliés de la coalition gouvernementale et plus encore avec les divergences exprimées au sein du parti du Congrès.

### **Quelques éléments d'interprétation**

Contrairement à nombre de ses prédécesseurs, Narendra Modi arrive au pouvoir sans avoir une grande expérience des affaires internationales. On peut toutefois déceler deux pistes pour essayer de trouver une ligne directrice à son approche des relations internationales.

La première piste fut ses déplacements à l'étranger en tant que premier ministre de l'Etat du Gujarat (2001-2014). Afin de développer les échanges économiques avec cet Etat de l'Union Indienne, il s'était notamment rendu à Singapour, au Japon, et à plusieurs reprises en Chine dont il n'a jamais caché son admiration pour le modèle de développement. Cet accent sur l'Asie orientale contrastait singulièrement avec les rapports tendus entretenus avec l'Occident qui l'avait ostracisé pour son implication supposée dans les émeutes anti-musulmanes de 2002 au Gujarat.

La seconde piste est sa volonté de se démarquer de l'écrasant héritage nehruvien en prenant comme figure tutélaire le Sardar Vallabhbhai Patel, « l'homme de fer de l'Inde indépendante », qui fut vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur. Sa disparition dès décembre 1950 lui avait toutefois laissé le temps de manifester sa désapprobation quant à la politique chinoise de Jawaharlal Nehru. Au lendemain de l'invasion du Tibet, il considéra que la main tendue à Pékin pour sortir la république populaire de son isolement international était mal payée de retour et insista sur la nécessité de se protéger de l'irréductibilité chinoise notamment par un renforcement de la présence militaire sur une frontière dont la délimitation était déjà l'objet d'un contentieux.

Il est aussi intéressant d'observer que Narendra Modi est le premier Premier ministre indien à être né après l'indépendance du pays (septembre 1950) et à ce titre n'a pas d'attachement particulier vis-à-vis du Pakistan, à l'inverse de ses deux prédécesseurs – Manmohan Singh et Atal Bihari Vajpayee - qui auront voulu parvenir, sans grand succès, à une décrispation durable avec le voisin occidental.

Enfin les dirigeants étrangers rencontrés par M. Modi, qui fut un *pracharak* (cadre) d'une association nationaliste hindoue, ne purent avoir de doute sur son hindouïté : ils reçurent en cadeau un exemplaire de la Bhagavad Gita. Le dîner offert en son honneur à la Maison Blanche dut être adapté car le Premier ministre suivait le jeûne en observance de la fête hindoue de Navatri. Doit-on y voir une application du programme électoral de son parti, le

Bharatiya Janata Party (BJP), estimant que l'Inde n'avait pas assez valorisé son potentiel dans le champ du *soft power* en s'appuyant sur le rayonnement culturel multiséculaire indien ?

Parmi les nominations dans l'entourage du Premier ministre ou à des fonctions ministérielles, certaines dénotent indéniablement une approche sécuritaire. A commencer par celle de Ajit Kumar Doval, le nouveau conseiller national de sécurité. Cette fonction, créée en 1998 par le premier gouvernement dirigé par le BJP, joue un rôle essentiel dans la définition des orientations stratégiques de par sa proximité avec le Cabinet du Premier ministre. A un diplomate, M. Modi préféra un ancien membre de l'Indian Police Service qui a fait l'essentiel de sa carrière à l'Intelligence Bureau et qui, au moment de sa nomination, était directeur de la Vivekananda International Foundation, un think tank proche du BJP.

Remarquable fut aussi l'accession de Vijay Kumar Singh au poste de secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et chargé du développement du Nord-Est qui borde la région autonome du Tibet et le Yunnan. C'est la première fois qu'un ancien chef des forces armées (2010-2012) obtient un portefeuille ministériel. Kiren Rijiju, seul député du BJP de la province de l'Arunachal Pradesh – que les Chinois appellent Tibet du Sud, a été nommé secrétaire d'Etat à l'Intérieur, en charge notamment de trouver une solution négociée et durable aux insurrections du Nord-Est qui reçurent par le passé le soutien de Pékin. Autres preuves que New Delhi veut exercer une présence accrue sur les marges himalayennes, des crédits ont été alloués à la construction de nouvelles routes dans les zones frontalières et à l'établissement de 54 nouveaux postes d'observation de l'Indo-Tibetan Border Police. Ailleurs le feu vert environnemental a été donné à l'installation d'un radar sur l'île de Narcondam située dans l'archipel d'Andaman et Nicobar afin de surveiller les activités chinoises sur les îles Cocos.

Les deux premiers pays visités par Narendra Modi furent le Bhoutan et le Népal, deux pays appartenant traditionnellement au périmètre de sécurité indien et sur lesquels New Delhi entend préserver une prédominance face aux empiètements chinois. En 2013, New Delhi avait été soupçonné d'avoir contribué, en retirant ses subventions à la fourniture de kérosène et de gaz de cuisine, à la défaite inattendue lors des élections législatives du Parti de la Paix et de la Prospérité du Premier ministre Jigme Thinley qui avait adressé à la Chine des signes d'ouverture diplomatique. Quant au Népal, où un Premier ministre indien ne s'était pas rendu depuis dix-sept ans, il s'agissait pour M. Modi de revigorer la relation bilatérale dans un pays où existe un sentiment d'attirance/répulsion vis-à-vis de son grand voisin méridional et qui est tenté de profiter financièrement de son positionnement géographique entre les géants asiatiques. Plus symboliquement, on peut rappeler que le chef du gouvernement tibétain en exil, Lobsang Sangay, fut invité à la cérémonie d'investiture de Narendra Modi.

### **De « Look East » à « Act East »**

Narendra Modi souscrit à l'idée que le XXI<sup>ème</sup> siècle sera celui de l'Asie. Cela se traduit par la volonté de redynamiser la politique de « regard vers l'est », initiée en 1992 à destination de l'Asie du sud-est et de l'Asie orientale, par l'amélioration des connectivités, l'approfondissement des partenariats stratégiques et la multiplication des zones de libre-échange concernant les biens et les services. Les premiers échanges au plus haut niveau, hors du champ sud-asiatique, furent donc pour le Japon et la Chine. Parallèlement, la ministre des Affaires étrangères, Sushma Swaraj, s'est rendue à Singapour, au Vietnam et au Myanmar pour le sommet de l'ASEAN qui fut l'occasion pour l'Inde de signer un accord de libre-échange avec l'ASEAN étendu aux services et aux investissements. M. Modi se rendra également au Myanmar en novembre 2014 pour assister à l'East Asia Summit.

La visite de cinq jours au Japon fut l'occasion d'afficher une grande connivence avec son homologue nippon, Shinzo Abe. M. Modi rappela aux entrepreneurs locaux que la fibre commerciale coulait dans le sang de tout gujarati. Le Japon promit des investissements de l'ordre de 35 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour l'utilisation desquels une cellule devrait voir le jour au sein du Cabinet du Premier ministre indien. Les deux pays annoncèrent un renforcement de la coopération militaire dans le cadre d'un partenariat stratégique et global dorénavant affublé du qualificatif de « spécial ».

Seul revers, le fait qu'il n'y ait pas eu d'accord sur la coopération nucléaire civile. Tokyo, qui souhaiterait voir l'Inde signer le traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires, n'a apparemment pas obtenu toutes les assurances souhaitées quant à l'absence de toutes ramifications militaires (utilisation du combustible irradié notamment). New Delhi obtint un lot de consolation sur le dossier nucléaire lors de la visite du Premier ministre australien, Tony Abbott, qui déboucha sur un accord prévoyant la fourniture à l'Inde d'uranium destiné aux installations civiles.

Lors du déplacement au Japon, un nouveau signal fut adressé à la Chine lorsque M. Modi mis en garde contre le retour d'un expansionnisme, à dimension notamment maritime, allant à l'encontre d'un développementalisme garant de paix et de progrès. Le fait que l'Inde se rapproche des principaux partenaires stratégiques des Etats-Unis dans la zone Indo-Pacifique – le Japon et l'Australie – n'est pas passé inaperçu à Pékin. Difficile dès lors de ne pas faire un lien entre ces prises de position et les incursions chinoises le long de la ligne de contrôle actuel (LAC) au Ladakh, dans la zone de Chumar-Demchok, survenues peu avant la visite du Président chinois, Xi Jinping, en Inde à la mi-septembre. Déjà le déplacement du Premier ministre Li Keqiang en mai 2013 avait été précédé d'intrusions de militaires chinois plus au nord, sur la plaine de Depsang. Malgré des accords signés en 1993 et 1996 visant à maintenir la paix et la tranquillité sur la frontière et l'accord de 2005 fixant les paramètres politiques et les principes devant guider son règlement, la question frontalière reste toujours une source de tensions. De nombreuses violations de la LAC ont été enregistrées depuis le début de l'année, ce qui traduit aussi une plus grande visibilité des forces de sécurité indiennes sur la frontière.

Ces incidents frontaliers ont partiellement éclipsé les 20 milliards de dollars que la Chine entend investir en Inde au cours des cinq prochaines années, notamment au Gujarat. Le gouvernement indien souhaite aussi que la Chine ouvre davantage la porte aux entreprises indiennes dans les secteurs pharmaceutiques et de la technologie de l'information et de la communication avec l'espoir de pouvoir quelque peu combler l'énorme déficit observé dans les échanges commerciaux. Il fut en 2013 de 31 milliards de dollars pour un commerce bilatéral chiffré à 65 milliards. La Chine est ainsi devenue le premier partenaire commercial de l'Inde, comptant pour un peu plus de 11 % de ses importations en 2013 contre seulement 3 % en 2000. Il reste à voir si le « India-China buy buy » connaîtra un meilleur sort que le *Hindi-Chini bhai bhai* (Indiens et Chinois sont frères) des années cinquante.

### **Quelle place pour le monde occidental ?**

L'idée a pris corps que le monde occidental est en perte de vitesse et que l'influence américaine sur les affaires mondiales ira en déclinant, comme cela a pu être observé avec les attermoissements face aux troubles en Ukraine et en Syrie. Même s'il faut en relativiser l'impact financier, la création par les BRICS, lors du 6<sup>ème</sup> sommet qui s'est tenu à Fortaleza (Brésil) en

juillet, d'une banque de développement et d'un fonds de réserve pour faire face à des crises de liquidités participe de ce sentiment.

Narendra Modi a rencontré le président Obama en marge de l'assemblée générale des Nations Unies avec l'ambition de revitaliser la relation avec les Etats-Unis. Sur la décennie 1998-2008, la relation bilatérale avait emprunté une trajectoire ascendante après la brouille passagère liée aux essais nucléaires. Elle culmina avec l'accord de coopération sur le nucléaire civil en 2008, pour lequel Manmohan Singh avait même pris le risque de demander un vote de confiance au Parlement. Il n'y eut pour autant aucune vente de réacteurs nucléaires, l'adoption par le Parlement indien en 2010 d'une loi sur les responsabilités en cas d'accident ayant rebuté les entreprises étrangères. Par ailleurs, les investisseurs américains continuent à souligner le manque d'ouverture du marché indien et l'absence de protection des droits de propriété intellectuelle. La seule avancée notable fut l'émergence des Etats-Unis comme premier fournisseur d'armes, même si les Indiens attendent toujours le passage d'une relation acheteur-vendeur au co-développement et à la co-production d'armements comme cela avait été envisagé dans l'accord de coopération militaire signé en 2005 et qui vient d'être renouvelé. La rencontre organisée au Madison Square Garden avec la communauté indo-américaine restera une image marquante de ce déplacement et rappelle que le BJP accorde une place significative à la diaspora pour défendre à l'étranger sa vision de l'Inde et de ses intérêts.

Le communiqué commun publié à l'issue de la rencontre entre le Président américain et le Premier ministre indien fut l'occasion d'une nouvelle allusion aux revendications chinoises en mer de Chine méridionale en soulignant l'importance du dialogue trilatéral avec le Japon et de la liberté de survol et de navigation sur l'espace maritime. Mention fut également faite de la volonté des Américains de promouvoir les échanges de l'Inde avec le reste du continent asiatique à travers les projets de nouvelle route continentale de la soie et de corridor économique indo-pacifique en opposition à des projets chinois similaires.

En conclusion, la stratégie extérieure de Narendra Modi représente moins une rupture par rapport à son prédécesseur que la volonté de donner une nouvelle impulsion à des orientations adoptées par le parti du Congrès mais faiblement mises en pratique. Deux inflexions sont néanmoins notoires.

La première est un indéniable volontarisme en matière de diplomatie économique. Le 25 septembre, le Premier ministre a lancé le « Make in India » avec l'ambition de faire passer la part du secteur manufacturier de 15 % à 25 % du produit intérieur brut. Les investissements étrangers sont invités à y contribuer en facilitant leur implantation sur le sol indien. En attendant que l'Inde retrouve des taux de croissance approchant les 8 % lui permettant d'avoir les moyens d'être une puissance majeure sur la scène internationale, il est probable que New Delhi adoptera une attitude plus réservée que démonstrative sur les crises agitant le monde, surtout lorsque celles-ci peuvent affecter les intérêts nationaux. L'Inde est ainsi restée en retrait sur la crise ukrainienne et n'entend pas faire partie de la coalition internationale luttant contre l'Etat Islamique en Syrie et au Levant sans un mandat onusien et la participation de l'Iran et un accord du gouvernement syrien. Les intérêts indiens dans la région, au niveau énergétique et de par la présence d'une importante communauté de travailleurs expatriés dans le Golfe, invitent à la prudence. Lors d'une rencontre avec les médias des pays arabes en août 2014, la ministre des Affaires étrangères rappela que l'Inde continuera à être guidée par la volonté de ne pas interférer dans les affaires intérieures, de ne pas être prescriptive, et de ne pas porter de jugement (« non-interfering, non-prescriptive and non judgemental »). L'Inde a

plutôt renvoyé l'image d'un pays au comportement obstructif sur les négociations liées au dérèglement climatique et plus récemment en bloquant l'adoption de l'accord de Bali sur la facilitation des échanges, même si elle avançait un argumentaire recevable.

Le gouvernement Modi a aussi montré des signes d'inconfort quant à la présence sur le sol indien du groupe d'observation militaire des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP) chargé de veiller depuis 1949 au respect du cessez-le-feu au Cachemire. Cela nous amène à la seconde primauté qui est l'affichage d'une détermination à ne permettre aucune transgression territoriale face à une menace conventionnelle ou terroriste et d'y consacrer les moyens nécessaires dans le domaine militaire et des renseignements. Cela passe notamment par une plus grande ouverture aux investissements directs étrangers (le plafond de leur participation passant de 26 % à 49 %, voire plus en cas de transfert de technologies particulièrement sophistiquées) et un développement du secteur privé indien de l'armement.